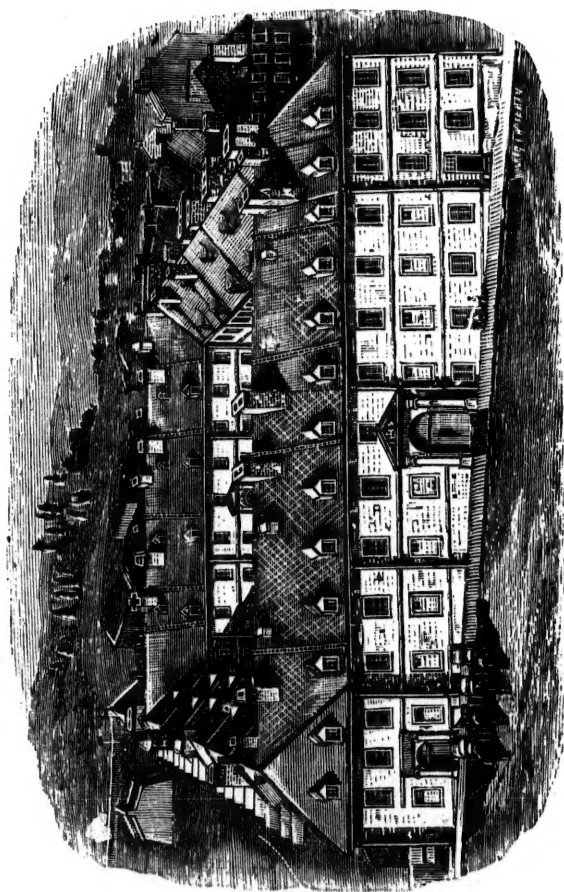




la
d
ra
lo

qu
ci
ra
en
un

pr
Go

DÉMOLITION
DE NOTRE ANCIEN COLLÈGE DE QUÉBEC.
EN 1877.

*Collège Ste-Marie, Montréal,
20 novembre, 1886.*

Mon Révérend Père Supérieur,

P. C.

Vous me demandez de vous donner *en résumé le récit de la démolition de notre ancien Collège de Québec*. Permettez-moi de vous dire que votre demande, bien légitime du reste, m'arrache ce cri de douleur qui s'échappa de la poitrine d'Énée lorsqu'il dut raconter la ruine de Troie :

Infandum.....jubes renovare dolorem
Trojanas ut opes.....eruerint Danai.....

Cette démolition, en elle-même, sans parler des circonstances qui l'accompagnèrent, est déjà suffisamment triste ; mais les circonstances dans lesquelles elle eut lieu y ajoutèrent des raffinements de mauvais vouloir (pour ne pas dire de haine envers la Compagnie) lesquels firent sur moi dans le temps une impression extrêmement pénible et, je dirai, ineffaçable.

Quamquam animus.....luctu.....refugit,
Incipiam.....

Quelques mots d'abord sur l'histoire du Collège. J'en emprunte la substance à la brochure qu'on vend aux visiteurs du Gesù et qui fut composée en 1875, surtout par le P. Larcher.

« En face de la cathédrale (aujourd'hui la Basilique) de Québec, le touriste aperçoit un corps de bâtiments considérable et dont l'aspect annonce qu'il n'est pas de ce siècle.

« La gravure placée vis-à-vis de cette page a été faite sur une photographie prise d'une des tours de la Basilique et donne une idée assez exacte de l'ensemble.

« C'est, comme on le voit, un vaste carré avec une cour à l'intérieur ; la façade principale donne sur la Place du Marché, le terrain décline rapidement vers la droite ; aussi l'édifice, qui au haut de la côte n'a qu'un étage, en a-t-il jusqu'à quatre dans l'aile qui longe la Rue de la Fabrique. (1)

« Fondé en 1635, un an avant l'Université Harvard de Cambridge, près Boston (Mass.), le Collège de Québec est la plus ancienne institution classique de l'Amérique du Nord.»

Il est vrai qu'il consistait alors dans un édifice bien modeste et ne comptait probablement pas plus d'une vingtaine d'élèves dans l'origine ; mais ses professeurs (les Pères Lallemand et de Quen) étaient des hommes de premier mérite. Aussi, au bout de quelques années plusieurs familles honorables émigrèrent au Canada, sans hésiter, certaines qu'elles étaient que leurs enfants y trouveraient des maîtres distingués. (2)

Un incendie détruisit peu de temps après ce premier berceau des sciences et des lettres de la Nouvelle-France ; le bâtiment qui le remplaça, tout modeste qu'il fût encore, eut la gloire non-seulement d'abriter dans ses murs des professeurs habiles, et qui avaient occupé en Europe des postes éminents mais encore de donner l'hospitalité à ces héros chrétiens, les apôtres et les martyrs du Canada.

(1) Une autre photographie, plus grande, et prise à l'occasion de la fête du 1 octobre 1874 (200^e anniversaire de l'érection du siège épiscopal de Québec) se trouve dans notre corridor en face du cadre de S. Ignace.

Enfin la brochure de M. Faucher de St Maurice renferme une gravure bien plus belle, représentant l'église et le collège tels qu'ils étaient en 1761.

(2) Le P. Charles Lallemand avait été successivement professeur de Physique à Bourges, Primarius (Préfet ou Directeur) du Collège de Louis-le-Grand et Recteur de celui de Rouen ; le P. de Quen, professeur de Grammaire à Paris et d'Humanités à Port-l'Évêque.

« Quelques fois », dit Faucher de St Maurice, (p. 18) « au milieu des rudes fatigues de l'apostolat la voix du supérieur venait surprendre le missionnaire au fond des forêts.....Elle lui ordonnait de venir retremper ses forces par un repos bien mérité au Collège de Québec. Là ils passaient quelques mois.....puis reprenaient plus alertes que jamais le chemin de l'apostolat.....de la souffrance et du martyre.»

L'église, qui s'élevait jadis sur l'emplacement du Vieux Marché fut commencée en 1666 ; elle fut démolie en 1807.

Le nouveau collège ou plutôt le collège définitif, destiné à durer des siècles dans l'intention des fondateurs, ne fut commencé que vers l'an 1725 ; l'ancien subsistait encore en 1720. (Voyez Charlevoix, édition in 4to, tome 3me, p. 75).

C'est ce dernier que nous avons tous vu et visité jusqu'au moment de sa démolition en 1877 et que la gravure et les photographies représentent.

On n'avait rien épargné pour le rendre surtout solide et comme à l'épreuve des bombes ; mais il était en même temps élégant et même grandiose, bien supérieur en beauté soit au vieux couvent des Ursulines soit au Séminaire, construit l'un et l'autre longtemps avant lui.

La colonie ayant toujours végété jusque là à cause de la lutte gigantesque qu'elle dut faire contre les Sauvages d'abord, puis contre les Anglais, le collège ne s'était guère développé sous le rapport du nombre des élèves ; mais nos Pères bâtirent pour l'avenir, dans un moment de calme relatif où tout faisait présager que cet avenir serait brillant.

« En 1721 on ne comptait que 25,000 habitants dans toute la colonie ; en 1724 le nombre avait doublé ; la prospérité du collège augmentait en proportion. »

Mais les plus grands malheurs ne tardèrent pas à fondre sur la colonie et, après une lutte héroïque Québec passa définitivement entre les mains des Anglais le 18 septembre 1759 : (Montréal se rendit un an plus tard, le 8 septembre 1760). Quelques semaines après les vaisseaux anglais emportèrent en

France les officiers et les soldats de l'armée et de la flotte avec un grand nombre des colons les plus marquants.

On conçoit facilement que le Collège de Québec ne put survivre longtemps à un si rude coup.

Enfin, le Traité de Paris (10 février 1763) ayant cédé le Canada à l'Angleterre, une nouvelle émigration eut lieu, encore plus considérable que la précédente; la plupart des notables qui se trouvaient encore dans le pays repassèrent en France; sauf un petit nombre de familles de qualité il ne resta que quelques rares employés subalternes, quelques artisans et les corps religieux.

Le Collège de Québec continua néanmoins à vivre comme il put jusqu'en 1768, époque à laquelle le Séminaire, qui avait envoyé jusque là ses élèves suivre les cours chez nos Pères, reçut à son tour les quelques élèves qui restaient à ces derniers.

Quand la Compagnie fut supprimée par le Bref de Clément XIV en 1773, le gouvernement anglais déclara à Mgr Briand sa ferme détermination de maintenir les Jésuites dans la possession de leurs biens jusqu'à la mort du dernier membre, après quoi il déclarerait que ces biens lui étaient dévolus par droit de déshérence.

Mgr Briand n'eut d'autre alternative que de laisser faire, et obtint du Saint-Siège, pour les Pères, la permission de se prêter à cette mesure.

Le P. de Glapion, supérieur de la mission mourut le 20 février 1790, le Père Well, le dernier survivant de Montréal, une année plus tard; enfin le 16 mars 1800 s'éteignait le dernier Jésuite de la Nouvelle-France; c'était le Père Casot, âgé de 71 ans et 6 mois.

« Le gouvernement, » ajoutent les annales (des Ursulines) page 368, « prit possession des biens de la Société; le Collège sert de casernes aux troupes, et l'église au culte protestant. » (1)

(1) Faucher de St Maurice, p. 47.

L'église fut démolie en 1807. Le collège resta caserne jusqu'il y a une vingtaine d'années, quand l'Angleterre retira ses troupes du Canada.

Peu de temps après l'inauguration de la *Puissance* (Dominion) du Canada (1 juillet 1867) le gouvernement impérial de Londres transféra au gouvernement fédéral d'Ottawa les propriétés de la couronne et parmi elles les *biens des Jésuites*, et en particulier le Collège de Québec appelé depuis longtemps les *Casernes des Jésuites*. Celui-ci à son tour en fit cession au gouvernement de la Province de Québec en 1871.

Nos Pères crurent que le moment propice était venu de réclamer une indemnité et en conséquence le T. R. P. Général obtint, le 19 avril 1871, un Indult de la Sacrée Pénitencerie l'autorisant à traiter à cet effet avec le gouvernement de Québec. Le T. R. P. Général transmit ses pouvoirs au Père Supérieur de la mission, le R. P. Bapst, qui les passa à son successeur le R. P. Charaux. (A)

Le Père Braun se mit à l'œuvre aussitôt et composa son Mémoire ; il fit aussi le voyage de Rome à la fin de 1872 pour mettre le T. R. P. Général bien au courant de tout. Le mémoire fut imprimé et distribué aux membres de la législature au commencement de la session 1873-74 ; puis une demande formelle fut adressée au premier ministre M. Ouimet par le R. P. Charaux, et en même temps une supplique aux évêques pour les prier d'appuyer notre demande. L'archevêque, poussé surtout par Mgr Langevin, non seulement n'appuya pas notre demande, mais y mit des obstacles positifs, à la suite desquels le gouvernement refusa de s'occuper de la question.

M. Ouimet écrivit même au Cardinal Antonelli, que les Jésuites étaient trop impopulaires au Canada pour que le gouvernement pût songer à traiter avec eux ; c'est avec l'archevêque de Québec qu'il traitera de cette question en temps opportun.

Le 1 octobre 1874 Québec célébra avec pompe le 200^e anni-

versaire de l'érection de son siège épiscopal. Ce fut un jour de bonheur pour le vieux collège ; la population de Québec lui fit des honneurs extraordinaires.

« Dans cette circonstance solennelle les fenêtres du vieil édifice étaient ornées de transparents, qui, le jour en lettres d'or, et la nuit en lettres de feu, proclamaient au Canada tout entier son passé glorieux ». (1)

Hélas ! cet enthousiasme pour le vieil édifice fut peut-être la cause occasionnelle de sa ruine : sa gloire faisait ombrage et l'on craignait d'y voir revenir *les Jésuites comme rivaux de l'Université*.

Ce qui est certain, c'est qu'on venait d'orner la victime pour le sacrifice, et c'est sous le gouvernement du pieux (?) M. de Boucherville que cette immolation aura lieu.

Dès le printemps suivant (1875), sans avis préalable, on demanda des *soumissions* pour la démolition des *Casernes des Jésuites*. Le R. P. Charaux aussitôt envoya à M. de Boucherville un *protêt* formel contre cette démolition, (B) 10 juin 1875. Le Gouvernement hésita un instant, puis les choses en restèrent là.

L'année suivante il fit des démarches auprès de l'archevêque, qui en écrivit au P. Charaux ; celui-ci informa le prélat que le T. R. Père Général ayant obtenu que le Saint-Siège transférât l'Indult aux évêques, c'était à eux qu'incombait toute la responsabilité en cette matière. (B')

Bien que l'archevêque ne dissimulât nullement qu'il était favorable à la démolition, il ne passa pas outre, et le collège fut sauvé une fois de plus. Survint le terrible incendie du quartier Montcalm, ce fut une bonne fortune pour le gouvernement ; un bon nombre de familles pauvres se trouvait sans asile pour l'hiver ; on leur ouvrit les portes du collège ; et comme on les laissa sans bois, ils se servirent de la charpente de l'édifice, puis des portes et fenêtres. Ils mirent en quelques

(2) Brochure du Gesù. Appendice p. 12.

mois l'édifice dans un état certainement pitoyable au delà de toute conception ; les autorités non seulement laissèrent faire, mais semblèrent applaudir à la pensée que, ce bâtiment étant ainsi transformé en ruine sans aucun frais, on pourrait plus facilement se décider à le laisser démolir.

Effectivement dès le printemps 1877 on travailla avec soin l'opinion publique à cet effet. Le 14 mai le *Courrier du Canada*, l'organe du premier ministre, publia un article qui mérite d'être cité en entier.

« Nous avons visité, en compagnie de quelques citoyens, les ruines qui portent le nom de casernes des Jésuites, situées au beau milieu de la cité de Québec. Nous sommes encore tout *fatigué du spectacle dégoûtant* dont nous avons été témoin ; ces ruines renferment en leur sein des exhalaisons nauséabondes et fétides qui jetteront avant longtemps la maladie en la Haute-ville, si le gouvernement ne s'empresse de faire disparaître ces vieilles masures. C'est un devoir strict et qui ne doit pas être négligé, de démolir, sans délai, les casernes. Au nom de la convenance, de la santé publique, de la cité et du Gouvernement, nous conjurons qui de droit d'y voir. »

« Nous croyons que la corporation devrait s'occuper de cette question, afin d'éloigner le danger auquel est exposée la santé publique par l'existence de ces ruines pestilentiellles. Il y a en outre un autre danger pour la vie des citoyens, c'est que les casernes menacent de crouler ! Il réside en ces lieux plusieurs familles malheureuses, qui peuvent périr par suite des déboulis qui arriveront certainement, car en beaucoup d'endroits les pierres se détachent et des pans entiers du mur tiennent à peine. »

L'Evènement du 16 mai contenait un article presque aussi odieux ; il commençait ainsi :

« Les casernes des Jésuites tombent en ruines ; un homme de police est obligé de stationner à l'angle de ces bâtisses, Rue de la Fabrique, afin d'empêcher les citoyens de passer de ce côté de la rue.....etc.

Le Nouveau-Monde du 16 mai, en relevant vertement l'article du *Courrier*, affirma les droits de l'Église sur cet édifice, déclara emphatiquement que cette démolition n'était point nécessaire et conclut en disant :

« Avec les *Casernes des Jésuites* il n'y a qu'une seule chose à faire, c'est de les rendre. » (C)

Un correspondant du Nouveau-Monde, "*Iustitia*," protesta encore plus énergiquement contre l'inconcevable langage du *Courrier* et de l'*Évènement*. Il ajouta :

« J'ai visité les *casernes* il y a quelques années ; déjà la hache du démolisseur y avait été portée, mais le remords était venu l'arrêter. Ce qui est certain, c'est que malgré les dégats, les murs prouvaient bien qu'ils avaient été bâtis par nos ancêtres pour la plus grande gloire de Dieu et non pour le profit de spéculateurs. »

Il ajoute plus loin :

« Faut-il donc que nous vérifions encore l'adage romain *quod non fecerunt Barbari fecerunt Barbarini*? Sera-ce de la part de Canadiens-Français et de catholiques que ce monument vénérable recevra le coup de grâce, tandis que les Anglais l'ont respecté depuis 100 ans ? »

Le *Courrier* ne retracta rien ; bien au contraire il se fâcha tout rouge contre le Nouveau-Monde et réaffirma ses assertions.

Le *Journal de Québec*, organe de M. Cauchon eut au contraire assez d'honneur pour dire dans son numéro du 18 mai :

« L'autre jour, de concert avec nos confrères, nous disions qu'une portion des casernes des Jésuites, celle surtout qui fait face à l'ancien marché et à la rue de la Fabrique, menaçait de s'écrouler sur les passants. Nous avons obtenu depuis d'ouvriers compétents des renseignements qui nous ont convaincu que nous étions dans l'erreur. L'édifice tout délabré qu'il paraisse *est encore très solide*, et cela se conçoit quand on se rappelle comment on construisait autrefois. Ces ouvriers compétents nous assurent que *deux hommes* travaillant deux jours à chaque encoignure de l'édifice, le répareraient d'une manière suffisante pour le faire durer encore un grand nombre d'années..... »

Le *Courrier*, sans rien rétracter, ni cesser ses impertinences, fit néanmoins la déclaration *que ce n'est qu'avec la permission des autorités ecclésiastiques* qu'on toucherait aux casernes. (E)

Effectivement c'est là-dessus qu'on comptait alors ; Mgr Conroy allait arriver dans quelques jours et l'on se promettait bien de lui extorquer la permission de démolir les casernes. En attendant il valait mieux faire un peu l'hypocrite.

Dès l'apparition du 1er article du *Courrier*, je m'étais rendu à Québec pour voir de mes yeux ce qu'il en était du prétendu danger : je visitai l'édifice en détail de la cave au grenier et me

convainquis mieux que jamais de son étonnante solidité. A peine fus-je arrivé chez nos Pères que M. Ernest Gagnon, secrétaire intime du premier ministre et qui se disait notre grand ami, vint me voir et pour ainsi dire faire amende honorable pour l'article du Courrier. Il me dit en toutes lettres que le *gouvernement avait honte d'avoir cru un instant que les casernes menaçaient ruine et d'y avoir mis un fonctionnaire ; on s'était moqué d'eux joliment, et il n'était plus nullement question de démolition.*

J'eus la simplicité d'ajouter foi à ces paroles et lorsque quelques jours plus tard j'assistai à la réception du délégué et que dans la visite que je lui fis avec le P. Vignon, il se proclama l'ami sincère de la Compagnie, je n'eus pas même la pensée de le prémunir contre un piège dont je ne soupçonnais pas l'existence.

Quel ne fut donc pas mon étonnement quand quelques jours plus tard le Courrier du Canada nous apporta la nouvelle (non cependant officielle, selon lui) que les murs de l'ancien collège des Jésuites allaient décidément être rasés, et que cette mesure avait été adoptée par le gouvernement avec le consentement de l'autorité ecclésiastique.

Le même jour les *journaux anglais* de Montréal renfermaient la dépêche annonçant que *le contrat pour la démolition des casernes avait été signé ce jour-là même, et que les opérations pour l'enlèvement d'une bonne partie des matériaux allaient commencer immédiatement.* Elle ajoutait :

« En commençant les travaux aujourd'hui (29 mai) les ouvriers ont trouvé dans l'ancienne chapelle de l'édifice deux tombeaux de pierre, au sujet desquels le gouvernement fera des recherches. Le bâtiment a été érigé en 1635 et est le plus ancien édifice religieux de l'Amérique à l'exception d'un qui se trouve près de Boston. » (11)

Le Nouveau-Monde du 30 mai, dans un article bien rédigé, juge avec calme le fait si grave annoncé par la dépêche. Puis il ajoute :

« Par quelle voie est-on parvenu à obtenir cette permission, si toutefois on l'a obtenue ? c'est ce que le bon public n'a point encore appris, et c'est cependant par là qu'on aurait dû commencer. Le prétexte de salubrité et de sûreté publique était si *faux* et si *ridicule* que

pour l'honneur de ceux qui y sont intéressés, nous espérons qu'on ne l'aura plus mis en avant.....»

L'article réfute aussi l'assertion souverainement absurde *prima facie* que le bâtiment avait été érigé en 1635 quand le Canada ne renfermait encore que quelques milliers d'âmes.

Le Courrier du 31 mai donna déjà des détails de la démolition :

« Nous venons de visiter les ruines de l'ancienne chapelle dans les *casernes des Jésuites*. On y a découvert huit tombeaux qui seront ouverts aujourd'hui (30 mai) ou vendredi prochain. Dans l'un des tombeaux que *la pioche du démolisseur a brisés*, nous avons vu des ossements. Nous espérons que les *hommes de science (!!!!)* iront relever ces monuments anciens ; car il pourra s'y trouver renfermés des écrits, documents et inscriptions qui jetteront peut-être un jour quelque lumière sur certains faits historiques de la domination française. »

Le correspondant du Nouveau-Monde, 1er juin, fit là-dessus des réflexions bien sévères :

« Le pauvre Courrier », dit-il, « en est donc venu à être surintendant de fossoyeurs. »

Puis après avoir cité le passage mentionné quelques lignes plus haut il ajoutait :

« *Scientia sacra fames !* Hélas ! et cela se passe à Québec, l'an de grâce 1877. »

« Il est certainement à craindre que le nouvel éditeur de Parkman (*The Jesuits in North America*) n'encadre un jour dans une note cet article du Courrier et n'y ajoute des remarques humiliantes pour notre nationalité. » (F)

Le jour même où la dépêche mentionnée plus haut parut dans les journaux, j'écrivis au délégué (la chose pressait tellement que je crus devoir agir sans consulter le R. P. Charaux qui résidait à New-York).

J'informai son Éminence que l'édifice était extraordinairement solide, et je le priai instamment d'attendre pour prendre une détermination, qu'il fût venu à Montréal où il devait se rendre trois jours plus tard et où je pourrais lui expliquer le tout en détail.

Il arriva samedi le 2 juin ; je diffèrai ma visite jusqu'au lundi matin, car ce matin je devais le voir en tout cas pour l'infor-

mer du dispositif de la séance projetée pour ce soir-là dans notre salle, où le conseil municipal, maire en tête, devait lui présenter une adresse, etc.

Je le trouvai à déjeuner à St Patrice avec Mgr Fabre et une vingtaine de prêtres ; pendant même que je lui baisais l'anneau il me dit déjà : M'avez-vous écrit ?—Oui, Éminence.—Par quelle voie m'avez-vous envoyé la lettre ?—Par la poste. À ce moment il fit un geste d'indignation que je ne pus nullement m'expliquer ; j'en fus même si déconcerté que sans penser au but de ma visite je me retirai à la hâte en faisant mes excuses.

Comme j'avais appris à l'Évêché qu'il devait aller dîner au couvent du Sault, je m'y rendis immédiatement afin de pouvoir lui parler quelques instants seul à seul. Dès qu'il sut que j'étais là il vint me rejoindre dans un parloir privé. Cette fois je commençai par lui dire le but de mon voyage, et lui fis connaître le programme du soir. Il m'interrompit tout distrait pour me dire : "*C'est trop fort, j'ai trouvé votre lettre ouverte sur ma table.*" Puis après quelques instants de silence il ajouta : "Du reste elle est malheureusement venue trop tard ; car dès mon arrivée à Québec on est venu me trouver (they came to me) pour me dire en me montrant le bâtiment de l'autre côté de la grande place : Voilà l'ancien collège des Jésuites ; il menace ruine et on a dû mettre une sentinelle pour empêcher les passants de recevoir sur la tête des pierres se détachant du mur. Pouvons-nous le démolir, en réservant les droits de l'Église ? À cela j'ai répondu ; Puisqu'il menace de tomber sur la tête des passants, la loi naturelle vous permet de le démolir ; vous n'avez pas besoin de ma permission ; mais rappelez-vous que vous n'avez le droit de disposer même d'une seule pierre sans l'autorisation du Saint-Siège."

Je me sentais indigné à mon tour, mais faisant bonne contenance, je me contentai de lui dire que je me faisais fort d'obtenir de la part d'experts une attestation formelle de la parfaite solidité de l'édifice.

Il recommença son geste d'indignation, puis : "Faites cela," dit-il, "puis allez montrer cette pièce à M. de Boucherville et à l'Archevêque pour qu'ils fassent interrompre la démolition."

Puis il protesta de nouveau de son attachement à la Compagnie, etc.

Je m'éloignai en toute hâte et me rendis droit au bureau de M. de Boucherville ; j'y trouvai le 1er ministre en personne et j'avoue que je lui fis toute autre chose que des compliments. Je lui dis qu'il s'était laissé duper indignement sur le compte des casernes et que je me faisais fort de le lui prouver par le témoignage du premier architecte de Québec.

Il me répondit avec douceur et humilité, ajoutant cependant que j'avais tort de tant tenir à ce vieil édifice qui ne pourrait jamais nous servir ; *on vous donnera bien mieux que cela, soyez-en certain.* Je m'indignai de plus en plus et lui déclarai que cette démolition passerait dans l'histoire pour un acte de vandalisme ; que cet édifice était pour nous une *relique sacrée* et que je m'étonnais qu'un seul Canadien pût ne pas la regarder comme telle, etc., etc.

Dès le lendemain je me rendis à Québec, je vis M. Baillargé, l'ingénieur de la Corporation de Québec, je le priai d'examiner les casernes et de donner son opinion par écrit. Il me le promit et dès le même soir j'obtins le document, dans lequel il déclare avoir tout examiné avec soin. Il dit entre autre choses :

« La couverture est encore *excellente et meilleure* que beaucoup de couvertures dernièrement faites à Québec, où le fer blanc est déjà très endommagé après quelques années seulement d'existence..... »

« Les murs sont *parfaitement bons*, sauf, dans le voisinage du sol, quelques écoinçons en partie dégradés par le mauvais temps, la gelée et les acides uriques. »

« Il y a à réparer presque tous les planchers, toutes les croisées et portes extérieures et intérieures, les plafonds, cloisons etc., en un mot tout l'intérieur qui a beaucoup souffert dernièrement de la part des incendiés du quartier Montcalm qui se sont servis de la charpenterie et menuiserie de l'intérieur pour se chauffer durant l'hiver. » (G)

J'allai montrer ce document à M. Angers, le seul ministre alors à Québec, et le plus honnête. Il me montra de la sympathie, mais il m'avoua qu'il était trop tard pour faire revenir le gouvernement sur sa décision.

Le R. P. Saché, alors Supérieur de Québec me dissuada d'aller voir l'Archevêque, qui était en tournée pastorale. Il ajouta :

"Votre démarche nous fera plus de mal que de bien." Je cédai à cette décision et me contentai de transmettre le document au P. Charaux en l'informant de tous ces détails. Il me dit de m'en tenir là.

Les travaux de démolition n'avançaient cependant que lentement ; on s'était promis que quelques livres de poudre jetteraient à terre ces murs dilapidés ; on ne fut pas longtemps sans s'apercevoir qu'on aurait à user plus de temps et de dynamite qu'il n'en faudrait pour arracher ces pierres aux flancs d'une montagne.

M. Faucher de S. Maurice, page 23, dit :

« La bande noire s'abattit sur cette relique de notre passé. Mais chose étrange ! les pierres branlantes, condamnées comme étant dangereuses, résistèrent à la sape et à la mine. Le bélier, la poudre à canon mordirent à peine dans ces assises, où le mortier avait la consistance du granit. On employa les plus forts explosibles pour avoir raison de ces murs.....»

Comme fiche de consolation on fit cadeau au P. Saché du petit clocheton du collège et de la corniche de la porte principale.

Un autre motif de consolation fut un charmant petit morceau de poésie composé par un jeune professeur du Séminaire de Québec et que plusieurs journaux reproduisirent ; le digne abbé y venge très spirituellement l'honneur des *casernes des Jésuites*. (H)

Puis le silence se fit.

Le Nouveau-Monde dans son numéro du 16 juillet donna encore l'alinéa suivant :

« *Édifiant et édifié.* On lit dans le Courrier du Canada du 17 courant : *Spectacle édifiant.* Tous les jours, dans la cour des casernes des Jésuites, on voit un grand nombre de personnes, parmi lesquelles *des étrangers et des Anglais protestants*, recueillir des clous, un morceau de pierre ou de brique, une pincée de terre, etc., que ces visiteurs emportent soigneusement, comme une relique de cet antique monument. »

Pauvre amende honorable de la part de l'organe du gouvernement et de l'archevêché.

La démolition, commencée à la fin de mai, fut nécessairement interrompue pendant l'hiver ; reprise au printemps sui-

vant 1878, elle dura toute cette année. Vers la fin d'août on découvrit encore des ossements, qu'on crut être ceux d'anciens Pères et frères de la Compagnie; M. Faucher de St Maurice, par ordre du Gouvernement Joly, successeur de Boucherville, les fit recueillir et mettre en lieu de sûreté.

La démolition, interrompue de nouveau pendant l'hiver, fut enfin achevée durant l'hiver de 1879; rien de nouveau n'ayant été trouvé, M. Faucher de St Maurice, le 9 mai, voulut avec la permission du gouvernement remettre ces ossements au P. Saché. Mais quand il alla pour les prendre, il trouva la porte brisée et les ossements disparus. Il dressa un procès-verbal à grands frais et tout fut dit.

On parla aussi pendant quelque temps du projet d'ériger une chapelle ou un monument à la mémoire des Jésuites de la Nouvelle-France, sur l'endroit où s'élevait jadis le vieux collège des Jésuites; puis le silence se fit de nouveau.

N'est-il pas vrai, mon Rév. Père, que tout cela est triste?

Rev. Vestrae

Infimus in Xto servus

TH. FLECK, S. J.

Au Rév. Père H. Hudon, S. J., Sup. de la Mission du Canada.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

- | | | | | |
|----|---|--|---|----------------------------|
| A | { | Supplique du T. R. P. Général | } | Archives de
la Mission. |
| | | Indult de la Sacrée Pénitencerie | | |
| | | Procuration du T. R. P. Général au R.
P. Bapst | | |
| | | Procuration du R. P. Bapst au R. P. Cha-
raux | | |
| B | | Protêt du R. P. Charaux, 10 juin 1875. | | |
| B' | | Lettre du R. P. Charaux à Mgr l'Archevêque. | | |
| C | | Nouveau-Monde du 16 mai 1877: Démolition des caser-
nes des Jésuites. | | |
| D | | Nouveau-Monde du 21 " " Les casernes des Jés. | | |
| E | | " 22 Correspondance | | |
| " | | " 28 " | | |
| F | | " 6 juin " Communication. | | |
| G | | Opinion de M. Baillargé—Archives de la Mission. | | |
| H | | Nouveau-Monde du 4 juillet: Dialogue... | | |

oût on
anciens
aurice,
erville,

ver, fut
n'ayant
avec la
P. Sa-
porte
verbal

er une
a Nou-
collège

e ?

K, S. J.
anada.

es de
sion.

caser-

Jés.